

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

MONDE : Nous dirigeons-nous vers une nouvelle crise alimentaire globale ?

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 6 mars 2010

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

JOHANNESBOURG, 3 mars 2010 (IRIN) - De longues périodes de sécheresse dans certaines régions d'Afrique et des pluies imprévisibles en Asie ont semé l'incertitude concernant le rendement des cultures de 2010 dans les pays les plus pauvres du monde. Les prix des aliments dans la plupart des pays en développement ont baissé depuis la crise de 2008, mais sont quand même plus élevés qu'en 2007.

source : www.irinnews.org - 3 mars 2010

Dans le premier volet d'une série de quatre articles sur la sécurité alimentaire dans certains des pays les plus vulnérables au monde, IRIN s'interroge : « *nous dirigeons-nous vers une nouvelle crise* » ?

Il faudrait « *deux mauvaises années consécutives* » pour que la crise alimentaire et énergétique de 2008 se reproduise, a dit Abdolreza Abbassian, économiste et secrétaire du Groupe intergouvernemental sur les céréales du Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (**FAO**). Contrairement à la situation de 2008, les réserves mondiales de céréales sont actuellement suffisantes.

Mais « *de nombreux facteurs [entrent] en jeu* » concernant les prix des aliments. « *En fait, nous prévoyons que les prix restent fermes, même à moyen terme (pendant les 10 prochaines années), même s'ils ne dépasseront peut-être pas les niveaux dont nous avons été témoins en 2008* », a commenté M. Abbassian.

Il s'agit toujours de ce que l'offre adéquate réponde à une demande grandissante, et l'offre de céréales pour l'alimentation est en déclin. La réduction progressive des subventions et du soutien aux plus grands producteurs mondiaux, dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (**OCDE**) notamment les États-Unis et l'Union européenne a eu pour conséquence une diminution des excédents.

« *D'un autre côté, la croissance de la population et la prospérité économique accentuent la demande comme en Asie, et plus particulièrement en Chine et en Inde. Nous nous dirigeons donc vers une situation où l'augmentation de l'offre pourrait ralentir, tandis que la demande continuera à croître parfois même plus vite que par le passé* », a dit M. Abbassian.

Selon un article de l'OCDE, les prix des aliments vont recommencer à augmenter, « *(quoique pas aussi haut qu'en 2008) une fois que les pays sortiront de la récession, car les facteurs structurels de l'offre et de la demande sont toujours très présents... la demande augmentant plus vite que l'offre. Les prix des aliments ne devraient donc plus être perçus comme un "choc" ou une "crise" à court terme, mais plutôt comme un problème structurel à plus long terme* ».

Les biocarburants restent une menace

Certains des changements structurels à l'origine de la crise des prix alimentaires de 2008, tels que la réaffectation des terres agricoles qui servaient à produire des céréales alimentaires pour produire des biocarburants, doivent encore être étudiés, a dit M. Abbassian.

ActionAid, une organisation non gouvernementale (ONG) internationale, a calculé dans son nouveau rapport, [Meals per gallon : the impact of industrial biofuels on people and global hunger](#) (Repas par gallon : l'impact des biocarburants industriels sur la population et la faim dans le monde), que d'ici à 2020, la consommation de biocarburants dans l'Union européenne (**UE**) allait être multipliée presque par quatre et que les deux tiers seraient

importés, principalement de pays en développement.

« On estime que les biocarburants sont responsables d'au moins 30 pour cent de la flambée mondiale des prix alimentaires en 2008 », a dit ActionAid, qui a averti que la crise pourrait se reproduire de façon imminente, l'offre de céréales destinées à l'alimentation risquant d'être compromise par une demande en biocarburants dans l'UE.

« Jusqu'à 100 millions de personnes supplémentaires pourraient être victimes de la faim si l'Europe s'engage à augmenter fortement sa consommation de biocarburants afin de répondre à la nouvelle législation de l'Union européenne », est-il écrit dans le rapport.

La législation en question date d'un accord passé en 2008 entre les États de l'UE et dont l'objectif est de combler 10 pour cent de leurs besoins en carburants pour les transports en ayant recours à des sources renouvelables, dont les biocarburants, l'hydrogène et l'électricité verte, d'ici à 2020.

Selon un scénario prenant en compte un développement planifié et prévisible des biocarburants dans certains pays, l'International Food Policy Research Institute (**IFPRI**), dont le siège se trouve aux États-Unis, a prévu que les prix du maïs augmentent de plus de 20 pour cent d'ici à 2020 et de plus de 71 pour cent dans une hypothèse de développement draconien.

C. Ford Runge et Benjamin Senauer, professeurs à l'université du Minnesota, ont écrit dans un article publié en 2007 dans *Foreign Affairs*, un magazine américain, que si le prix des produits alimentaires de base continuait à augmenter, conformément aux prévisions de l'IFPRI, le nombre de victimes de l'insécurité alimentaire dans le monde augmenterait de plus de 16 millions par point de pourcentage supplémentaire des prix réels des produits alimentaires de base.

ActionAid a remarqué que « si tout les objectifs en matière de biocarburants sont atteints, il est estimé que les prix des aliments pourraient augmenter de jusqu'à 76 pour cent d'ici à 2020 ». L'ONG a dit qu'elle avait découvert que les entreprises de l'UE avaient déjà acheté, ou étaient en négociations pour acheter au moins cinq millions d'hectares dans des pays en développement, ce qui pourrait menacer l'approvisionnement en nourriture de populations parmi les plus vulnérables

Selon la **FAO**, une personne sur six dans le monde a faim, la crise de 2008 ayant fait glisser 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Il pourrait exister une solution. Les réserves mondiales de céréales, qui dépendaient des pays occidentaux, ont

commencé à être approvisionnées par la Communauté des États indépendants (**CEI**), une organisation régionale qui comprend la **Fédération russe**, la **Biélorussie**, l'**Ukraine**, l'**Arménie**, l'**Azerbaïdjan**, le **Kazakhstan**, le **Kirghizistan**, la **Moldavie**, le **Turkménistan**, le **Tadjikistan**, l'**Ouzbékistan** et la **Géorgie**.

M. Abbassian a fait remarquer que la Russie était devenue le deuxième plus grand exportateur mondial de blé après les États-Unis. « *Malheureusement, ils [la CEI] sont situés dans une région du monde qui est très vulnérable aux chocs environnementaux* ».

Les prix internationaux plus faibles du sucre, des produits laitiers et des céréales ont conduit l'indice des prix alimentaires de la FAO, rendu public le 2 mars, à enregistrer une baisse : « *L'indice a diminué de 21 pour cent par rapport à son maximum, en juin 2008, mais a augmenté de 22 pour cent par rapport à la même période il y a un an* », a dit M. Abbassian.

Il y a toujours eu une chance que les prix flambent « *en conséquence du déséquilibre du marché mais, dans l'ensemble, les prix élevés vont inciter l'investissement dans l'agriculture, ce qui, à son tour, va aider à combler le fossé entre l'offre et la demande* », a-t-il remarqué.

Les prix ne baissent pas vite

Liliana Balbi, économiste chevronnée pour le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO, a dit qu'elle pensait que la spéculation contribuait à la volatilité des prix. « *Le fait est que les prix montent rapidement mais ne baissent pas vite* ».

Néanmoins, M. Abbassian était optimiste. « *Les progrès technologiques et le changement des habitudes alimentaires vont aider à maintenir une situation alimentaire mondiale stable, même si les développements à l'échelle nationale et locale peuvent ne pas toujours être aussi prometteurs* » !

L'augmentation du pourcentage des prix des aliments varie d'un pays à l'autre, et ses causes également. Dans son rapport sur les perspectives de récoltes et la situation alimentaire pour février le premier en 2010 l'équipe de Mme Balbi a identifié 33 pays où l'insécurité alimentaire y est la plus forte. Beaucoup de leurs habitants avaient faim, car ils n'avaient pas les moyens de s'acheter de la nourriture.

La plupart des pays de la liste de février y ont figuré avant. Les nouveaux sont le **Niger**, atteint par la sécheresse, le **Yémen**, déchiré par les conflits, et **Haïti**, victime d'un séisme.

Le rapport d'ActionAid a découvert que « *chaque augmentation de 10 pour cent des prix des céréales (y compris le riz) ajoute près de 4,5 milliards de dollars au coût total des importations de céréales des pays en développement qui sont des importateurs nets* ».

Dans les trois prochains articles de la série, IRIN donnera un aperçu de la vulnérabilité alimentaire de ces 33 pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes.

jk/he/gd

consulter le rapport d'ActionAid (en anglais) : [Meals per gallon - The impact of industrial biofuels on people and global hunger](#)

lire aussi sur www.cadtm.org (9 mars 2010) : [Les contradictions du système alimentaire mondial, par Esther Vivas](#)
